

CAPITALISME, Le temps des ruptures
Sous la direction de Michel Aglietta
Éditions Odile Jacob
(novembre 2019)

Avant d'en proposer un extrait, voici la note de l'éditeur pour présenter le nouvel ouvrage publié sous la direction de Michel Aglietta :

« Le capitalisme a pour centre nerveux la finance, dont la raison d'être est de faire de l'argent avec l'argent. Régulièrement secoué par des crises, il fait peser une menace d'instabilité sur nos sociétés. Surtout, ce capitalisme est responsable de l'explosion des inégalités sociales et de la destruction des ressources planétaires et du climat, ruptures majeures qui mettent en danger la survie des générations futures.

L'enjeu de ce livre est de montrer que l'on peut « civiliser le capitalisme ». En réintégrant l'économie dans les rapports sociaux et en restaurant les biens communs, on peut remettre le capitalisme sur le sentier d'une croissance inclusive et soutenable. Ce livre pose les bases conceptuelles de cette transformation, qui passe par la démocratie participative, afin d'articuler justice sociale et écologie politique.

Un livre fondamental pour penser autrement et à long terme les rapports entre finance, croissance et climat ».

« Un mode de régulation du capitalisme est un système d'interactions entre des interventions et des réglementations par des institutions publiques d'un côté, des médiations entre partenaires sociaux de l'autre, qui parvient à établir un processus de croissance macroéconomique autoentretenu que l'on peut appeler un régime de croissance. Étant donné les contradictions que le capitalisme développe dans le partage de la valeur et dans les innovations pour accroître cette valeur, un régime de croissance s'étend sur une période historique qui ne peut dépasser la capacité du mode de régulation en vigueur de maîtriser ces contradictions. Le régime de croissance entre en crise et ouvre une période de ruptures lorsque des forces sociales se constituent et s'opposent, jusqu'à ce qu'une nouvelle alliance politique parvienne à faire reconnaître de nouveaux principes capables d'instaurer de nouvelles institutions et de structurer de nouvelles médiations.

Selon Jean-Charles Hourcade, membre du GIEC, le processus autoentretenu du mode de régulation préservant la croissance soutenable enchaîne quatre propositions :

- pas de transition écologique sans justice sociale réelle et perçue ;
- pas de justice sociale sans plein emploi, salaires décents et protection sociale préservée ;
- pas de plein emploi, salaires décents et protection sociale sans transformation de l'appareil productif dans le sens d'une économie circulaire rétablissant une complémentarité urbain-rural ;
- pas d'appareil productif fondé sur l'économie circulaire sans transition écologique.

La première proposition est conforme au paradigme rawlsien de justice comme équité. La deuxième proposition énonce que la justice sociale, qui fonde l'appartenance collective, dépend de la disposition des biens premiers à tous les membres de la société. La troisième proposition oriente la transformation du système productif dans le sens d'une rénovation des territoires, qui donne un contenu à la démocratie participative. La quatrième proposition boucle le mode de régulation en posant que la maîtrise du changement climatique est le vecteur de la transformation du régime de croissance, permettant aux collectivités qui composent la société civile de retrouver leur autonomie indispensable pour faire vivre la démocratie participative ».

Note : dans le journal Le Monde du 31 décembre 2019, le politiste **David Djaïz** écrit un article dont le contenu s'inscrit bien dans la démarche de Michel Aglietta, à commencer par son titre : « Nous devons trouver un moyen de civiliser à nouveau le capitalisme ».

On y lit en particulier :

« (...) En dépit d'immenses bouleversements (exode rural, participation accrue des femmes au marché du travail, élévation du nombre de diplômés du supérieur), les "trente glorieuses" [1945-1973] restent dans notre imaginaire une période de grande stabilité et de prospérité. Pourquoi ? Parce que l'État-nation jouait un rôle central de régulation et de stabilisation du système.

Dans l'économie faiblement mondialisée d'alors, l'État pouvait activer des leviers de commande efficaces, comme les salaires. La fixation du smic est l'illustration de ce volontarisme de l'État. Pendant les "trente glorieuses", ce pilotage a entretenu un cercle vertueux où salaires et productivité augmentaient de concert. Dans le même temps, la population était de mieux en mieux assurée contre les risques de toute nature, grâce à la montée en puissance de la protection sociale. Enfin, les "trente glorieuses" sont une période de grande vitalité démocratique, avec un taux de participation aux élections de 80 % en moyenne dans les pays d'Europe de l'Ouest. Tout change à la fin des années 1960 et au début des années 1970.

Il y a eu une double surchauffe. Surchauffe sociale, d'abord. En mai 1968, on se révolte contre le patriarcat, la verticalité du pouvoir, la société de consommation, le fordisme dans les usines, etc. Une génération d'intellectuels conservateurs, dont Michel Crozier et Samuel Huntington, théorise alors "une crise de la démocratie" : celle-ci serait devenue ingouvernable car assaillie de demandes de tous ordres. L'analyse est faite qu'il va falloir "immuniser" une partie des politiques publiques, c'est-à-dire les éloigner du chaudron de la démocratie. (...)

Il y a aussi une surchauffe économique. Embourbés dans la guerre du Vietnam, les États-Unis accusent un double déficit, public et commercial. Pour tenter d'y remédier, le président Nixon décide, en 1971, de sortir du système monétaire international hérité de Bretton Woods, dont le pivot était l'ancrage du dollar sur l'or. On entre dans un système de changes flottants. Deux ans plus tard arrive la crise pétrolière. Ces deux événements marquent un nouveau cycle économique dominé par la "stagnation" : une croissance atone sur fond d'inflation.

Pour en sortir, les économistes néolibéraux font la même analyse que Crozier : il faut "refroidir" un système économique en surchauffe, et donc éloigner les grandes instances qui régulent l'économie du chaudron démocratique. L'indépendance des banques centrales répond à cette exigence : on confie un mandat à un technocrate indépendant, et donc insensible à la demande sociale (...).

On arrive donc, dans les années 1980, à un renversement de paradigme : après les "trente glorieuses", où le capitalisme était dompté et la démocratie "illimitée" (selon le mot de Friedrich Hayek [1899-1992]), on inverse les priorités : le nouveau mot d'ordre est de brider la démocratie – pour mieux débrider le capitalisme. Ce bridage de la démocratie réside dans une formule simple : on a substitué des règles disciplinaires, plus ou moins contraignantes, à la délibération démocratique (...).

Comme la crise financière de 2008, la crise démocratique actuelle vient de loin. Elle n'est pas l'expression d'un simple moment populiste, d'une folie passagère. Elle est le retour de balancier prévisible d'une période durant laquelle on a trop bridé la démocratie. Il y a une volonté de reprendre le contrôle, de reprendre son destin en main, fût-ce en sacrifiant l'État de droit et les libertés – assimilés injustement aux "régulations disciplinaires". (...)

On a fait une erreur. Quand l'économie a commencé à se mondialiser, à partir de la fin des années 1970, les meilleurs économistes comme Paul Samuelson [1915-2009] nous avaient prévenus : plus on augmentera l'intégration commerciale et financière mondiale, plus il faudra faire un effort de redistribution nationale, parce que les gains vont être très importants pour certains groupes sociaux et certains territoires, mais les pertes très élevées pour d'autres. En d'autres termes, plus la mondialisation va s'accélérer, plus il faudra renforcer les structures nationales. Mais on a fait exactement l'inverse. (...)